



Extrait du Portail Algérien des Energies
Régionales et Nouvelles Zones d'Activité Industrielle et
<http://portail.cder.dz/spip.php?article5887>

Electricité-gaz : les efforts de l'Etat ont permis une couverture énergétique optimale de l'Algérie



- Actualités - News -
Date de mise en ligne : mercredi 15 mars 2017

Portail Algérien des Energies

Régionales et Nouvelles Zones d'Activité Industrielle et

Les efforts consentis par l'Etat dans la production, le transport et la distribution de l'électricité et le gaz ont permis une couverture énergétique "optimale" de l'Algérie, a affirmé lundi à Paris le ministre de l'Energie, Noureddine Boutarfa.

"Les efforts consentis par l'Etat dans le renforcement des capacités de production d'électricité, mais aussi des infrastructures de transport et de distribution -tant en électricité qu'en gaz- ont permis d'assurer une couverture énergétique optimale du pays", a précisé le ministre dans son intervention au 15ème Forum mondial du développement durable, soulignant qu'aujourd'hui, "tous les citoyens ont accès à l'électricité et au gaz (naturel ou butane) et cela, à des prix adaptés et très abordables pour le consommateur".

Il a indiqué dans ce cadre que le nombre d'abonnés aux réseaux électrique et gazier a "fortement" augmenté depuis l'année 2000, passant de 4,5 à 8,5 millions pour l'électricité et de 1,4 million à 4,6 millions d'abonnés pour le gaz naturel en 2016, mettant en valeur les efforts de l'Etat algérien en matière de prise en charge des coûts.

"L'Etat a pris en charge 75% des coûts de raccordement en électricité et en gaz pour aboutir à l'électrification quasi totale du territoire national et à un taux de pénétration du gaz par canalisations de 55%", a-t-il expliqué, ajoutant que les îlots "propanés" (GPL en réseau) ont été également développés dans les localités isolées.

Du fait que l'Algérie étant producteur de gaz, le ministre a fait observer que l'électricité est produite à plus de 97% à partir du gaz naturel, "ressource primaire plus propre que les autres ressources fossiles", soutenant que l'Etat algérien a aussi privilégié les centrales électriques à cycle combiné, "plus efficace" énergétiquement, afin de préserver les ressources fossiles "pour les générations futures".

Il a souligné que parallèlement, l'effort entrepris pour l'usage des produits réputés propres a été poursuivi par d'autres actions parmi lesquelles la généralisation avancée de l'utilisation de l'essence sans plomb dans le transport et de l'utilisation de l'électricité, ainsi que du gaz naturel et du GPL (Butane) comme combustibles.

Ces produits, a-t-il expliqué, viennent en remplacement, dans plusieurs usages, des produits comme le fuel-oil, le gasoil ou le pétrole lampant pour réduire ainsi les émissions polluantes de l'air et les gaz à effet de serre notamment dans les villes.

En ce qui concerne la demande interne en Algérie, le ministre a indiqué qu'elle a "beaucoup" évolué ces dernières années.

"A titre d'exemple, la production commerciale de gaz naturel s'est maintenue globalement, durant la décennie passée, à près de 85 milliards de m³/an, avec une relance en 2016", a-t-il précisé, affirmant que cette évolution a eu lieu en faveur d'une consommation intérieure en "croissance soutenue" passant à 40 milliards de m³ en 2015, alors qu'elle était de 20 milliards de m³ en 2000 et sans que cela ne se fasse au détriment de l'approvisionnement de l'Europe qui est notre principal marché".

Pour l'électricité, il a expliqué que les investissements réalisés en centrales conventionnelles pour répondre à la demande et les perspectives d'avenir font que la politique énergétique de l'Algérie "intègre désormais le développement des énergies renouvelables en vue de mieux préparer la transition énergétique et de s'affranchir progressivement, à moyen et long terme, des hydrocarbures".